

Avril 2012

Étude des crédits 2012-2013

Secrétariat à la réforme des institutions
démocratiques et à l'accès à l'information

Programme 06, éléments 01 et 03

Avril 2012

Étude des crédits 2012-2013

Secrétariat à la réforme des institutions
démocratiques et à l'accès à l'information

Programme 06, éléments 01 et 03

TABLE DES MATIÈRES

Réforme des institutions démocratiques	
Programme 06, élément 01	8
 SECTION 1 (Prg 06, él. 01)	
LISTE DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	9
1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2011-2012	10
2. Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, membre des cabinets ministériels au Québec et dirigeant d'organisme...	10
3. Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites	10
4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatique, ou l'organisation d'événements	11
5. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012	11
6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre	11
7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel	11
8. Le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère	12
9. Pour chaque projet de développement informatique de plus de 100 000 dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère	12
10. Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chacune des dépenses : photocopie, ordinateurs portables...	12
11. Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chaque dépense reliée à la téléphonie	13
12. Les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions 2012-2013	14
13. Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction, le nombre de départs à la retraite en 2011-2012, le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines, le nombre de départs à la retraite prévus pour 2012-2013 et le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats	15

14. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes -----	15
15. Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1 ^{er} avril 2011 à ce jour-----	15
16. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2011-2012-----	16
17. Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère ou de l'organisme -----	16
18. Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi-----	16
19. Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2011-2012 -----	16
20. Nombre de fonctionnaires et/ou ETC affectés au Plan Nord, pour chaque ministère et organisme-----	16
21. Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère -----	17
22. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres -----	17
23. Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun -----	17
24. Pour chaque site Internet, et ce, depuis l'existence du site, le nom du site Web, le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site, le coût de...-----	17
25. Nominations, depuis le 1 ^{er} avril 2011, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs...-----	18
26. Pour 2011-2012, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec-----	18
27. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2011-2012 -----	18
28. La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres-----	18
29. La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1 ^{er} avril 2011 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12, ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi-----	18
30. Détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, depuis 2003-2004 -----	18
31. Tel que prévu dans la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent-----	19

32. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2011-2012 et prévisions 2012-2013 -----	19
33. Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 et 2013-2014 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement -----	19
34. Pour chaque ministère ou organisme, la liste des ententes signées depuis le 1 ^{er} avril 2004 avec une ou des conférences régionales des élus -----	19
35. Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes au rendement et des bonis -----	19
36. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes de départ incluant des montants versés pour bris de contrat-----	19

SECTION 2 (Prg 06, él. 01)

LISTE DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ----- 20

Réforme des institutions démocratiques

24. Organigramme complet du Secrétariat-----	21
25. Dans le cas du personnel contractuel, paramètres du mandat, traitement... -----	22
26. Liste et copie des notes, mémorandums, opinions, études et mémoires produits par le Secrétariat-----	22
27. Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont a fait partie le Secrétariat avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires -----	22
28. Nombre de rencontres, repas ou réunions et les frais afférents -----	22
29. L'information financière ventilée pour chaque événement auquel a participé un membre du Secrétariat-----	23
30. Mandats qui ont été confiés au <i>Directeur général des élections</i> et/ou à la <i>Commission de la représentation électorale</i> -----	23
31. Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles au Secrétariat-----	24

TABLE DES MATIÈRES (SUITE)

Accès à l'information et protection des renseignements personnels	
Programme 06, élément 03	26
SECTION 1 (Prg 06, él. 03)	
LISTE DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	27
1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2011-2012	28
2. Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, membre des cabinets ministériels au Québec et dirigeant d'organisme...	28
3. Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites	28
4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatique, ou l'organisation d'événements	28
5. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012	29
6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre	29
7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel	29
8. Le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère	30
9. Pour chaque projet de développement informatique de plus de 100 000 dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère	30
10. Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chacune des dépenses : photocopie, ordinateurs portables...	30
11. Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chaque dépense reliée à la téléphonie	31
12. Les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions 2012-2013	32
13. Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction, le nombre de départs à la retraite en 2011-2012, le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines, le nombre de départs à la retraite prévus pour 2012-2013 et le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats	33

14. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes -----	33
15. Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1 ^{er} avril 2011 à ce jour -----	33
16. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2011-2012 -----	34
17. Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du ministre et du ministère ou de l'organisme -----	34
18. Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi -----	34
19. Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2011-2012 -----	34
20. Nombre de fonctionnaires et/ou ETC affectés au Plan Nord, pour chaque ministère et organisme -----	35
21. Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère -----	35
22. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres -----	35
23. Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun -----	35
24. Pour chaque site Internet, et ce, depuis l'existence du site, le nom du site Web, le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site... -----	36
25. Nominations, depuis le 1 ^{er} avril 2011, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs... -----	36
26. Pour 2011-2012, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec -----	36
27. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2011-2012 -----	36
28. La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres -----	36
29. La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1 ^{er} avril 2011 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12, ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi -----	37
30. Détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, depuis 2003-2004 -----	37
31. Tel que prévu dans la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent -----	37

32. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2011-2012 et prévisions 2012-2013 -----	37
33. Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 et 2013-2014 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement -----	37
34. Pour chaque ministère ou organisme, la liste des ententes signées depuis le 1 ^{er} avril 2004 avec une ou des conférences régionales des élus -----	37
35. Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes au rendement et des bonis -----	38
36. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes de départ incluant des montants versés pour bris de contrat-----	38

SECTION 2 (Prg 06, él. 03)**LISTE DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE ----- 39****Réforme des institutions démocratiques**

24. Organigramme complet du Secrétariat-----	40
25. Dans le cas du personnel contractuel, paramètres du mandat, traitement... -----	40
26. Liste et copie des notes, mémorandums, opinions, études et mémoires produits par le Secrétariat-----	40
27. Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont a fait partie le Secrétariat avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires -----	40
28. Nombre de rencontres, repas ou réunions et les frais afférents -----	41
29. L'information financière ventilée pour chaque événement auquel a participé un membre du Secrétariat-----	42
30. Mandats qui ont été confiés au <i>Directeur général des élections</i> et/ou à la <i>Commission de la représentation électorale</i> -----	42
31. Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles au Secrétariat-----	42

RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES

Programme 06, élément 01

SECTION 1

Réforme des institutions démocratiques Programme 06, élément 01

LA LISTE DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

LES QUESTIONS ET LES RÉPONSES

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2011-2012 :
- les endroits et dates du départ et du retour;
 - copie des programmes et rapports de mission;
 - les personnes rencontrées;
 - le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);
 - le nom des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupé par mission;
 - la copie des rapports de mission;
 - pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés;
 - la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
 - les investissements annoncés, le cas échéant.

AUCUNE DÉPENSE POUR DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'EXERCICE FINANCIER 2011-2012

2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, membre des cabinets ministériels au Québec et dirigeant d'organisme, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.

LES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU CABINET SONT AU CAHIER EXPLICATIF DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

3. Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites :
- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013;
 - le nom des firmes de publicité;
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
 - le but de chaque dépense;
 - dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.

NOM	OBJET	COÛT (\$)
Institut québécois d'affaires publiques (INQAP)	Souligner la première édition de la Semaine nationale des institutions québécoises qui a eu lieu du 16 au 22 octobre 2011.	3 500
TOTAL		3 500

4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatique, ou l'organisation d'événements :

Organisés par le ministère ou l'organisme :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements;
- le but de chaque dépense;
- le nombre d'événements total ventilé par type d'événements.

Organisés par une firme externe :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements;
- le nom de la ou des firmes de publicité;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographies, de vidéos, etc.;
- le but de chaque dépense;
- le nombre d'événements ventilé par type d'événements.

AUCUNE

((((((()))

5. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

AUCUNE

((((((()))

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- le nombre d'autorisations;
- le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- le montant accordé;
- les motifs de la demande.

AUCUNE

((((((()))

7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en indiquant :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- l'échéancier;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

LES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU CABINET SONT AU CAHIER EXPLICATIF DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

((((((()))

8. Le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS

((((((()))

9. Pour chaque projet de développement informatique de plus de 100 000 dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère :
- le nom du projet;
 - la nature du projet;
 - l'échéancier;
 - le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
 - les plus récentes évaluations du coût du projet;
 - les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet;
 - les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat, le cas échéant;
 - le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
 - le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère;
 - indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, telle qu'exigée par la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*.

AUCUN

((((((()))

10. Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2010-2011, de chacune des dépenses suivantes :
- la photocopie;
 - le mobilier de bureau;
 - les distributeurs d'eau de source;
 - le remboursement des frais de transport;
 - le remboursement des frais d'hébergement;
 - le remboursement des frais de repas;
 - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement, au Québec et à l'extérieur du Québec.

DÉPENSES	MONTANT (\$)
Photocopies	2 494.35
Mobilier de bureau	-----
Distributeurs d'eau de source	24.38
Frais de transport	825.81
Frais d'hébergement	-----
Frais de repas	-----
Les dépenses de perfectionnement <ul style="list-style-type: none">au Québecà l'extérieur du Québec	1 907.00 -----
TOTAL	5 251.54

((((((()))

11. Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chaque dépense reliée à la téléphonie :
- le nombre de téléphones cellulaires, Blackberry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent;
 - les coûts d'acquisition des appareils;
 - le coût d'utilisation des appareils;
 - le nom des fournisseurs;
 - le coût des contrats téléphoniques;
 - les ordinateurs portables;
 - les iPad ou autre type de tablette électronique;
 - les téléavertisseurs.

DÉPENSES	MONTANT (\$)
2 cellulaires :	
- Coût d'acquisition	35.00
- Coût d'utilisation	553.41
Ordinateurs portables	-----
IPAD ou autre type de tablette électronique	-----
Téléavertisseurs	-----

(((((((••))))))

12. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

- le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones, des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.);
- le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
- le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
- le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

Mois	Nbre total de jrs de vacances pris par le personnel			Nbre total de jrs de maladies pris par le personnel			Nbre d'heures de travail supplémentaires réalisées						Nbre de plaintes pour harcèlement psychologique
							Payés heures		Compensées heures		Total heures		
	Cadres	Prof	Fonct.	Cadres	Prof.	Fonct.	Prof.	Fonct.	Prof.	Fonct.	Prof.	Fonct.	
Avril	8,0		1,0		1,0	2,5				16,50	-	16,50	
Mai	1,0				1,0	1,5	17,00		18,00	12,75	35,00	12,75	
Juin	8,0	9,0	14,0		1,5	2,0					-	-	
Juillet	25,0	23,5	11,0			1,5					-	-	
Août	28,0	4,0	1,0		1,0	1,5				0,50	-	0,50	
Sept.	20,0		1,0			2,5	6,00	2,00	39,50	10,00	45,50	12,00	
Oct.	21,0				3,5	1,5	2,00		14,75	2,00	16,75	2,00	
Nov.	20,0				8,0	1,5			34,00	3,50	34,00	3,50	
Déc.	24,0	17,0	15,0		8,0	2,5			1,50		1,50	-	
Janv.	4,5	4,0			4,5	3,0		3,00			-	3,00	
Fév.		0,5			2,0	0,5				3,75	-	3,75	
Mars						1,5					-	-	
TOTAL	159,5	58,0	43,0	-	30,5	22,00	25,00	5,00	107,75	49,00	132,75	54,00	

Les chiffres sont complétés avec le personnel en place, c'est-à-dire, personnel réduit, pas toujours sur 10 ETC.

Corps d'emploi	Personnel masculin	Personnel féminin	Moins de 35 ans	35 ans et plus	Personnes handicapées	anglophones	autochtones	Membre des communautés culturelles
Administrateur d'état	1	1		2				
Cadres	1			1				
Professionnels	1	4	2	3				1
Fonctionnaires		2		2				1
Ouvriers								
TOTAL	3	7	2	8	0	0	0	2
% par rapport à l'effectif occupé (10)	30,0 %	70 %	20,0 %	80 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	20,0 %

Nous présentons des statistiques sur la base de postes autorisés de 10 ETC.



13. Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :

- Nombre de départs à la retraite en 2011-2012;
- Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- Nombre de départs à la retraite prévus pour 2012-2013;
- Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats.

Nombre de départs à la retraite en 2011-2012	1
Nombre de remplacements effectués	1 sur 2 retraites
Nombre de départs à la retraite prévus pour 2012-2013	1
Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats	---

((((((()))

14. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- la durée du bail;
- le propriétaire de l'espace loué;
- le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE DANS LES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DU MINISTÈRE DU CONSEIL
EXÉCUTIF

- les coûts d'aménagement réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés.

AUCUNS

((((((()))

15. Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2011 à ce jour.

LES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU CABINET SONT AU CAHIER EXPLICATIF DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES
INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

((((((()))

16. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2011-2012 en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- le titre de la fonction;
- l'adresse du port d'attache;
- le traitement annuel, ou, selon le cas, les honoraires versés;
- la prime de départ versée, le cas échéant;
- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- la description de tâches;
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2011;
- le nombre total d'employés au cabinet;
- la masse salariale totale par cabinet pour les années 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012;
- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
- s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

LES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU CABINET SONT AU CAHIER EXPLICATIF DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

((((((()))

17. Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du :

- i. ministre;
- ii. ministère ou de l'organisme, en indiquant :
 - le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - la circonscription électorale;
 - le montant attribué;
 - le projet visé et le résultat.

LES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU CABINET SONT AU CAHIER EXPLICATIF DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

((((((()))

18. Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de la mise en disponibilité;
- les prévisions 2012-2013.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES

((((((()))

19. Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2011-2012.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS

((((((()))

20. Nombre de fonctionnaires et/ou ETC affectés au Plan Nord, pour chaque ministère et organisme.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS

((((((()))

21. Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
- le nom de la personne;
 - le poste occupé;
 - le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - l'assignation initiale;
 - la date de l'assignation hors structure;
 - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

AUCUNE

22. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :
- l'assignation initiale;
 - l'assignation actuelle;
 - le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
 - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

AUCUNE

23. Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :
- les clubs privés ou autres;
 - les billets de saison, les loges;
 - etc.

NOMS	OBJETS	MONTANT (\$)
Journaux	Le journal de Québec, Le Soleil, Le Devoir, La Presse, The Gazette, The Globe and mail	796.83
Communication Démo	Revue de presse	43.15
Légis Québec	Recueil des lois et des règlements du Québec	373.65
TOTAL		1 213.63

24. Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :
- le nom du site Web;
 - le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
 - le coût de construction du site;
 - le coût de l'entretien et de la mise à jour;
 - le responsable du contenu sur le site;
 - la fréquence moyenne des mises à jour;
 - le nombre de visiteurs (hits) par mois;
 - combien de fois le site a-t-il été refait? Quel en a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE DANS LES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DU MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

25. Nominations, depuis le 1^{er} mai 2011, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- la liste;
- les mandats;
- les contrats;
- le résultat du travail effectué;
- les échéances prévues;
- les sommes impliquées.

AUCUNE NOMINATION

(((((((^))))))

26. Pour 2011-2012, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

AUCUNE VISITE OU RENCONTRE

(((((((^))))))

27. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2011-2012 :

- le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS

(((((((^))))))

28. La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :

- le coût (déplacements, etc.);
- le nombre de ressources affectées;
- le nombre de rencontres;
- le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

NE S'APPLIQUE PAS AU SECRÉTARIAT (PROGRAMME 06, ÉLÉMENT 01)

(((((((^))))))

29. La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1^{er} avril 2011 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12, ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES

(((((((^))))))

30. Détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme, et ce, depuis 2003-2004.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES

(((((((^))))))

31. Tel que prévu dans la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2012-2013.

L'INFORMATION CONCERNANT LA POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS SERA PRÉSENTÉE AU RAPPORT ANNUEL 2011-2012 DU MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

((((((()))

32. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2010-2011, 2011-2012 et prévisions 2012-2013.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES

((((((()))

33. Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 et 2013-2014 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

AUCUNE

((((((()))

34. Pour chaque ministère ou organisme, la liste des ententes signées depuis le 1^{er} avril 2004 avec une ou des conférences régionales des élus. Indiquer la nature de l'entente, les sommes qui y sont associées, le cas échéant, en vertu de quel programme ces sommes sont allouées, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées.

AUCUNE

((((((()))

35. Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 :

- le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes au rendement et des bonis.

Catégorie d'emploi	Montant (\$)
Professionnel (105)	2 368.67

((((((()))

36. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 :

- le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes de départ incluant des montants versés pour bris de contrat.

AUCUN

((((((()))

SECTION 2

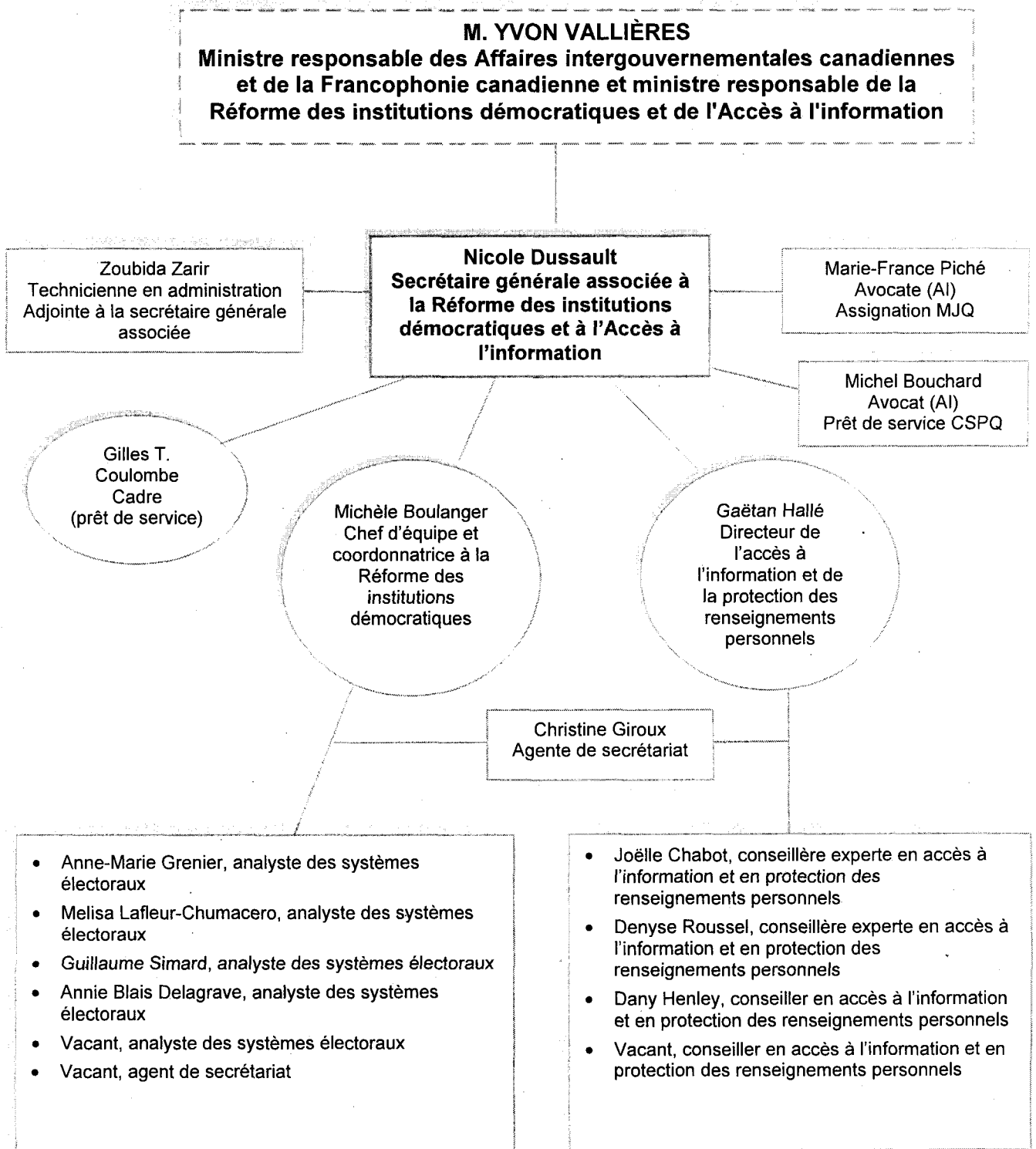
Réforme des institutions démocratiques Programme 06, élément 01

LA LISTE DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

LES QUESTIONS ET LES RÉPONSES

RÉFORME DES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES

24. Organigramme complet du Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques et à l'accès à l'information en précisant les titres et le nom des personnes en faisant partie, incluant le statut ou le lien d'emploi (cadres, membres de la fonction publique, contractuel).



Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques et à l'accès à l'information
 Ministère du Conseil exécutif
 Édifice H
 875, Grande Allée Est, H3.501
 Québec (Québec) G1R 4Y8
 Téléphone : 418 528 8024
 Télécopieur 418 528-8094

25. Dans le cas du personnel contractuel, paramètres du mandat, traitement (salaire et autres considérations) ainsi que liste et copie de tous documents produits dans le cadre du mandat.

AUCUN

(((((((^))))))

26. Liste et copie des notes, mémorandums, opinions, études et mémoires produits par le Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques ou à l'externe, mais à sa demande, ou à propos desquels le Secrétariat a émis des commentaires, avis ou recommandations, à propos, notamment de tout mode de scrutin, des modalités d'exercice du droit de vote, de la représentation électorale, des règles de financement des partis politiques, des mesures financières incitatives, préciser la nature de ces commentaires, avis ou recommandations, préciser s'il y a eu participation de personnes externes en indiquant, s'il y a lieu, l'organisme ou le ministère, ou si contractuel le cas échéant, indiquer le montant du contrat et des dépenses remboursées.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS

(((((((^))))))

27. Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont a fait partie la Réforme des institutions démocratiques avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

AUCUN

(((((((^))))))

28. Indiquer, pour le Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques et à l'accès à l'information :
- a. le nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents;
 - b. liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre;
 - c. les frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;
 - d. la liste des participants à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.

AUCUN

(((((((^))))))

29. L'information financière ventilée pour chaque événement auquel a participé un membre du Secrétariat, au Québec et à l'extérieur, en indiquant le lieu, l'événement en question, les dates, les personnes présentes du Secrétariat et, le cas échéant, du cabinet ministériel en ventilant le montant : frais de déplacement, de repas, d'hébergement et de représentation (inscription ou autre).

Programme 06 - élément 01 = Réforme des institutions démocratiques
Programme 06 – élément 02 = Commission d'accès à l'information
Programme 06 – élément 03 = Accès à l'information

Budget de dépenses	2012-2013				2011-2012			
	Élément 01	Élément 02	Élément 03	Total	Élément 01	Élément 02	Élément 03	Total
			(000 \$)				(000 \$)	
Rémunération	733,7	4 537,3	375,9	5 646,9	733,7	4 627,3	375,9	5 736,9
Fonctionnement	95,1	1 174,5	55,0	1 324,6	149,3	1 186,9	55,0	1 391,2
Transfert	-	-	50,0	50,0	-	-	50,0	50,0
Total	828,8	5 711,8	480,9	(2)7 021,5	883,0	5 814,2	480,9	(2)7 178,1
Effectif total	10	67	7	84	9	68	7	84
Budget d'investissements	--		--		--		--	
Moins dépenses ne nécessitant pas de crédit		- 78,0		- 78,0		- 42,1		- 42,1
Plus immobilisations	--	+ 662,0	--	662,0	--	+ 662,0	--	662,0
		6 373,8		7 605,5		6 434,1		7 798,0
	10	67	7	84	9	68	7	84

Élément 01	Élément 02	Élément 03
<u>Autres ajustements</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Autres ajustements</u>
<u>Compression récurrente</u>	<u>Compression récurrente</u>	<u>Compression récurrente</u>
Autres dépenses : (54,2) k\$	Autres personnels : (90,0) k\$ Autres dépenses : (12,4) k\$	
Autres ajustements (SCT)	Autres ajustements (SCT)	
Départs à la retraite : 1 poste	Départs à la retraite : 1 poste	Départs à la retraite : -

((((((()))

30. Mandats qui ont été confiés au *Directeur général des élections* et/ou à la *Commission de la représentation électorale*.

AUCUN

((((((()))

31. Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles au Secrétariat tel que prescrit par la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

A-1110	Mission et mandats
A-1120	Historique
A-1210	Orientations, priorités et objectifs
A-1220	Coordination des activités
A-1320	Organigrammes
A-1330	Délégation de pouvoirs et de responsabilités
A-1410	Décision du Conseil du trésor
A-1420	Encadrements
A-1430	Comités et réunions
A-1510	Rapports périodiques
A-1520	Rapports annuels
A-1610	Vérification des activités internes
A-1620	Vérification des activités externes
A-2110	Gestion prévisionnelle de la main d'œuvre (GPMO)
A-2120	Gestion de l'effectif
A-2200	Dotation des emplois
A-2220	Sélection et présélection des candidats
A-2310	Accueil et intégration
A-2320	Planification du développement des ressources humaines (PDRH)
A-2340	Formation et perfectionnement
A-2350	Gestion du rendement
A-2430	Gestion du temps de travail des RH
A-2441	Vacances et congés
A-2430	Gestion du temps de travail des RH
A-2700	Dossiers d'employés
A-3150	Études des crédits
A-3220	Suivis budgétaires
A-3321	Gestion des dossiers de fournisseurs
A-3322	Frais de dépenses et de déplacement
A-3324	Subventions
A-4111	Réquisitions
A-4113	Prêts de matériels
A-4130	Contrat de services
A-4221	Réservation des locaux
A-4222	Aménagement et réaménagement
A-4231	Accès aux édifices
A-4234	Mesures d'urgence
A-5110	Demande d'accès à l'information
A-5121	Demandes d'accès réseau
A-5311	Gestion documentaire
A-5420	Administration de système
A-5720	Communications écrites
A-6120	Allocutions et discours
A-6140	Civilités
A-6210	Communiqués de presse
A-6300	Gestion de la revue de presse
A-6420	Plans de communication
A-6600	Gestion des contenus Web
A-6610	Gestion des sites Internet
A-6620	Gestion de l'intranet
D-0001	Documents de référence

D-0002	Modèles
D-0003	Chronos
D-0004	Contacts
D-0005	Activités sociales
B-2311	Participation à des rencontres
B-3120	Rapport quinquennal
B-3210	Rédaction de projets de lois
B-3220	Consultation
B-3230	Études en commission parlementaire
B-3240	Étude détaillée
B-3310	Rédaction de projets de règlements
B-3320	Révisions de règlements
B-4100	Demandes d'information et soutien aux opérations
B-4210	Analyses et études spécifiques et stratégiques
B-4242	Demandes de subvention
B-4310	Avis ministres - Sous-ministres - SG - SGA
B-4320	Avis Cabinet
B-5100	Formation (Activités de développement)
B-6110	Avis DOSSDEC
B-6310	Dépôt des projets de lois et de règlements
C	Correspondance publique

ACCÈS À L'INFORMATION ET PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Programme 06, élément 03

SECTION 1

Accès à l'information et protection des renseignements personnels Programme 06, élément 03

LA LISTE DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

LES QUESTIONS ET LES RÉPONSES

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2011-2012 :

- les endroits et dates du départ et de retour;
- copie des programmes et rapports de mission;
- les personnes rencontrées;
- le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);
- le nom des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- la copie des rapports de mission;
- pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- les investissements annoncés, le cas échéant.

AUCUNE DÉPENSE POUR DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'EXERCICE FINANCIER 2011-2012

(((((((▲▲))))))

2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, membre des cabinets ministériels au Québec et dirigeant d'organisme, selon le cas, les coûts, les dates et l'itinéraire.

LES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU CABINET SONT AU CAHIER EXPLICATIF DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

(((((((▲▲))))))

3. Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013;
- le nom des firmes de publicité;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- le but de chaque dépense;
- dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.

AUCUNE DÉPENSE EN PUBLICITÉ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2011-2012

(((((((▲▲))))))

4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatique, ou l'organisation d'événements :

Organisés par le ministère ou l'organisme :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements;
- le but de chaque dépense;
- le nombre d'événements total ventilé par type d'événements.

Organisés par une firme externe :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2011-2012 et les prévisions pour 2012-2013, ventilées par type d'événements;
- le nom de la ou des firmes de publicité;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographies, de vidéos, etc.;
- le but de chaque dépense;
- le nombre d'événements ventilé par type d'événements.

AUCUNE

(((((((▲▲))))))

5. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 en indiquant :
- le nom du professionnel ou de la firme;
 - les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - le coût;
 - l'échéancier;
 - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

NOM	OBJET	COÛT (\$)
M. Comeau, Paul-André Du 20 mai au 2 septembre 2011	Dans le cadre de l'évaluation du respect par les ministères et organismes (M/O) des exigences prévues à l'article 4 du Règlement sur la diffusion de l'information, adopté le 23 avril 2008, le prestataire a élaboré un protocole d'entrevues et réalisé 25 entrevues au sein des M/O. Il a procédé à l'analyse des informations ainsi recueillies et remis au SRIDAI un rapport en faisant état.	21 600
Laboratoire d'études sur les politiques publiques et la mondialisation (ENAP) Du 20 mai au 19 août 2011	Dans le cadre de l'évaluation du respect par les ministères et organismes (M/O) des exigences prévues à l'article 4 du Règlement sur la diffusion de l'information, adopté le 23 avril 2008, le prestataire a procédé au dépouillement et à l'analyse des questionnaires complétés par les M/O. Il a rédigé et remis un rapport au SRIDAI faisant état des résultats et leur analyse.	3 400

(((((((^)))

6. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2011-2012 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :
- le nombre d'autorisations;
 - le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
 - le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
 - le montant accordé;
 - les motifs de la demande.

AUCUNE

(((((((^)))

7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en indiquant :
- le nom du professionnel ou de la firme;
 - les noms de tous les sous-traitants associés au contrat;
 - le mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - le coût;
 - l'échéancier;
 - dans le cas d'octroi par soumission, le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

LES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU CABINET SONT AU CAHIER EXPLICATIF DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

(((((((^)))

8. Le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS
(((((()))

9. Pour chaque projet de développement informatique de plus de 100 000 dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère :

- le nom du projet;
- la nature du projet;
- l'échéancier;
- le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- les plus récentes évaluations du coût du projet;
- les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet;
- les firmes ou OSBL associés au développement du projet incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat, le cas échéant;
- le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère;
- indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, telle qu'exigée par la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

AUCUN
(((((()))

10. Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2010-2011, de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie;
- le mobilier de bureau;
- les distributeurs d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement, au Québec et à l'extérieur du Québec.

DÉPENSES	MONTANT (\$)
Photocopies	-----
Mobilier de bureau	-----
Distributeurs d'eau de source	-----
Frais de transport	1 353.48
Frais d'hébergement	409.86
Frais de repas	227.25
Les dépenses de perfectionnement <ul style="list-style-type: none"> au Québec à l'extérieur du Québec 	3 499.45 -----
TOTAL	5 490.04

(((((()))

11. Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2011-2012, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- le nombre de téléphones cellulaires, Blackberry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent;
- les coûts d'acquisition des appareils;
- le coût d'utilisation des appareils;
- le nom des fournisseurs;
- le coût des contrats téléphoniques;
- les ordinateurs portables;
- les iPad ou autre type de tablette électronique;
- les téléavertisseurs.

DÉPENSES	MONTANT (\$)
1 cellulaire et 1 Blackberry	
- Coût d'acquisition	
- Coût d'utilisation	597.07
Ordinateurs portables	-----
IPAD ou autre type de tablette électronique	-----
Téléavertisseurs	-----

((((((()))

12. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :

- le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones, des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.);
- le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
- le nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus;
- le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- le nombre et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

Mois	Nbre total de jrs de vacances pris par le personnel			Nbre total de jrs de maladies pris par le personnel			Nbre d'heures de travail supplémentaires réalisées						Nbre de plaintes pour harcèlement psychologique
							Payés heures		Compensées heures		Total heures		
	Cadres	Prof	Fonct.	Cadres	Prof.	Fonct.	Prof.	Fonct.	Prof.	Fonct.	Prof.	Fonct.	
Avril		1,0			1,0		36,25		38,75		75,00		
Mai					1,5		32,00		47,00		79,00		
Juin	17,0	20,0			3,5		24,75		29,25		54,00		
Juillet	2,0	28,0			2,0		31,50				31,50		
Août	5,0	44,0			1,5		16,00		3,50		19,50		
Sept.	2,0	23,0			3,0		10,75		10,50		21,25		
Oct.	2,0	42,0			3,0				33,00		33,00		
Nov.		8,0			2,0		5,00		48,00		53,00		
Déc.	7,0	9,0		0,5	5,0		5,50		8,25		13,75		
Janv.					3,0								
Fév													
Mars													
TOTAL	35,0	175,0	-	0,5	25,5	-	161,75	-	218,25	-	380,00	-	

Les chiffres sont complétés avec le personnel en place, c'est-à-dire, personnel réduit, pas toujours sur 7 ETC.

Corps d'emploi	Personnel masculin	Personnel féminin	Moins de 35 ans	35 ans et plus	Personnes handicapées	anglophones	autochtones	Membre des communautés culturelles
Administrateur d'état								
Cadres	1			1				
Professionnels	1	3		4				
Fonctionnaires								
Ouvriers								
TOTAL	2	3	-	5	-	-	-	-
% par rapport à l'effectif occupé (5)	40 %	60 %	-	100 %	-	-	-	-

Nous présentons des statistiques sur la base de postes autorisés de 7 ETC.

((((((()))

13. Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :

- nombre de départs à la retraite en 2011-2012;
- nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- nombre de départs à la retraite prévus pour 2012-2013;
- nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats.

Nombre de départs à la retraite en 2011-2012	---
Nombre de remplacements effectués	---
Nombre de départs à la retraite prévus pour 2012-2013	1
Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats	---

((((((()))

14. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- la durée du bail;
- le propriétaire de l'espace loué;
- le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE DANS LES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DU MINISTÈRE DU CONSEIL
EXÉCUTIF

- les coûts d'aménagement réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés.

AUCUNS

((((((()))

15. Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2011 à ce jour.

LES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU CABINET SONT AU CAHIER EXPLICATIF DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES
INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

((((((()))

16. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2011-2012 en indiquant pour chaque individu :

- la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- le titre de la fonction;
- l'adresse du port d'attache;
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- la prime de départ versée, le cas échéant;
- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- la description de tâches;
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2011;
- le nombre total d'employés au cabinet;
- la masse salariale totale par cabinet pour les années 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012;
- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
- s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

LES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU CABINET SONT AU CAHIER EXPLICATIF DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

((((((()))

17. Liste des sommes d'argent versées en 2011-2012 à même le budget discrétionnaire du :

- iii. ministre;
- iv. ministère ou de l'organisme, en indiquant :
 - le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - la circonscription électorale;
 - le montant attribué;
 - le projet visé et le résultat.

LES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU CABINET SONT AU CAHIER EXPLICATIF DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

((((((()))

18. Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de la mise en disponibilité;
- les prévisions 2012-2013.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES

((((((()))

19. Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2011-2012.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS

((((((()))

20. Nombre de fonctionnaires et/ou ETC affectés au Plan Nord, pour chaque ministère et organisme.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS

((((((()))

21. Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- le nom de la personne;
- le poste occupé;
- le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- l'assignation initiale;
- la date de l'assignation hors structure;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

AUCUNE

((((((()))

22. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- l'assignation initiale;
- l'assignation actuelle;
- le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

AUCUNE

((((((()))

23. Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :

- les clubs privés ou autres;
- les billets de saison, les loges;
- etc.

NOMS	OBJETS	MONTANT (\$)
Association sur l'accès et la protection de l'information (AAPI)	Adhésion annuelle	495.00
Journaux	Le journal de Québec, Le Soleil, Le Devoir, La Presse, The Gazette, The Globe and mail	683.31
La Gazette officielle	Accès Internet aux avis juridiques et aux lois et règlements	401.00
Légis Québec	Recueil des lois et des règlements du Québec	1 868.25
Les Éditions Yvon Blais	Accès à l'information – Loi annotée	1 656.40
Les Publications CCH	Accès à l'information et protection des renseignements personnels – Mises à jour	1 685.00
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	Accès en ligne pour information juridique Abonnement à « Thème civil »	773.40
TOTAL		7 562.36

((((((()))

24. Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- Le nom du site Web;
- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- le coût de construction du site;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- le responsable du contenu sur le site;
- la fréquence moyenne des mises à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- combien de fois le site a-t-il été refait? Quel en a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE DANS LES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DU MINISTÈRE DU CONSEIL
EXÉCUTIF

(((((((^)))

25. Nominations, depuis le 1^{er} avril 2011, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et, sans en restreindre la portée :

- la liste;
- les mandats;
- les contrats;
- le résultat du travail effectué;
- les échéances prévues;
- les sommes impliquées.

AUCUNE NOMINATION

(((((((^)))

26. Pour 2011-2012, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

AUCUNE VISITE OU RENCONTRE

(((((((^)))

27. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2011-2012 :

- Le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article);
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS

(((((((^)))

28. La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :

- le coût (déplacements, etc.);
- le nombre de ressources affectées;
- le nombre de rencontres;
- le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

NE S'APPLIQUE PAS AU SECRÉTARIAT (PROGRAMME 06, ÉLÉMENT 03)

(((((((^)))

29. La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1^{er} avril 2011 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12, ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES

(((((((▲▲))))))

30. Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme, et ce, depuis 2003-2004.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES

(((((((▲▲))))))

31. Tel que prévu dans la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2012-2013.

L'INFORMATION CONCERNANT LA POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS SERA PRÉSENTÉE AU RAPPORT ANNUEL 2011-2012 DU MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

(((((((▲▲))))))

32. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2011-2012 et prévisions 2012-2013.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES

(((((((▲▲))))))

33. Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2007-2008, 2008-2009, 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012 ainsi que les prévisions pour 2012-2013 et 2013-2014 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

AUCUNE

(((((((▲▲))))))

34. Pour chaque ministère ou organisme, la liste des ententes signées depuis le 1^{er} avril 2004 avec une ou des conférences régionales des élus. Indiquer la nature de l'entente, les sommes qui y sont associées, le cas échéant, en vertu de quel programme ces sommes sont allouées, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées.

AUCUNE

(((((((▲▲))))))

35. Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 :
- le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes au rendement et des bonis.

Catégorie d'emploi	Montant (\$)
Professionnel (105)	1 256.18

« « « « « (^ ^)))) » » » » »

36. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour les années financières 2010-2011 et 2011-2012 :
- le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des primes de départ incluant des montants versés pour bris de contrat.

AUCUN

« « « « « (^ ^)))) » » » » »

SECTION 2

Accès à l'information et protection des renseignements personnels Programme 06, élément 03

LA LISTE DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

LES QUESTIONS ET LES RÉPONSES

24. Organigramme complet du Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques et à l'accès à l'information, en précisant les titres et le nom des personnes en faisant partie, incluant le statut ou le lien d'emploi (cadres, membres de la fonction publique, contractuel).

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST PRÉSENTÉE AU NO 24 (PROGRAMME 06, ÉLÉMENT 01) DANS LES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

((((((()))

25. Dans le cas du personnel contractuel, paramètres du mandat, traitement (salaire et autres considérations) ainsi que liste et copie de tout document produit dans le cadre du mandat.

AUCUN

((((((()))

26. Liste et copie des notes, mémorandums, opinions, études et mémoires produits par le Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques ou à l'externe, mais à sa demande, ou à propos desquels le Secrétariat a émis des commentaires, avis ou recommandations, à propos, notamment de tout mode de scrutin, des modalités d'exercice du droit de vote, de la représentation électorale, des règles de financement des partis politiques, des mesures financières incitatives, préciser la nature de ces commentaires, avis ou recommandations, préciser s'il y a eu participation de personnes externes en indiquant, s'il y a lieu, l'organisme ou le ministère, ou si contractuel le cas échéant, indiquer le montant du contrat et des dépenses remboursées.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS

((((((()))

27. Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2011-2012, dont a fait partie l'Accès à l'information et la protection des renseignements personnels avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

GROUPES DE TRAVAIL
Comité de perfectionnement de l'Association sur l'accès et la protection de l'information (AAPI)
Comités fédéraux des mesures en matière de consommation (CMC) 1. Credit Reporting Legislation Harmonization Working Group 2. Identity Theft Working Group
Comité d'orientation stratégique en sécurité de l'information gouvernementale (COSSIG)
Groupe de travail sur la protection des renseignements personnels dans les services communs et intégrés et la circulation des renseignements personnels
Comité ministériel de sécurité de l'information (ministère du Conseil exécutif (MCE))
Comité de réalisation – SCPRP du projet du Système intégré d'information de justice (SIIJ)
Projet de coordination de la lutte contre la fraude aux régimes publics de prestations et (le vol d'identité) — Comité juridique
Comité interministériel PRPC – DG SAGIR – Approche retenue pour le livrable « Test de nécessité des renseignements personnels »
Comité directeur interministériel sur la démarche de réflexion sur le plan numérique du Québec
Groupe de travail sur l'utilisation des médias sociaux dans le contexte gouvernemental
Groupe de travail sur le projet de Service de gestion des données officielles d'identité et d'adresse

((((((()))

28. Indiquer, pour le Secrétariat à la réforme des institutions démocratiques et à l'accès à l'information :

- le nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents;
- liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre;
- les frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;
- la liste des participants à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.

Rencontres	Nombre de participants	Endroit	Montant (\$)
COMITÉ CONSULTATIF DU RÉSEAU DES RESPONSABLES DE L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ET DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS			
Réunion du 18 mai 2011	6 participants	Québec	----
Réunion du 8 septembre 2011	9 participants	Québec	----
Réunion du 24 novembre 2011	9 participants	Québec	----
Réunion du 13 décembre 2011	9 participants	Québec	48.63
Réunion du 8 février 2012	8 participants	Québec	35.95
RÉSEAU DES RESPONSABLES DE L'ACCÈS AUX DOCUMENTS ET DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DES ORGANISMES			
Réunion du 16 juin 2011	83 participants	Québec	569.80
Réunion du 12 octobre 2011	106 participants	Québec	622.75
Réunion du 21 mars 2012	60 participants	Québec	3 954.96
TABLE D'ÉCHANGE ET DE PERFECTIONNEMENT DES JURISTES DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX EN ACCÈS À L'INFORMATION ET EN PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS			
Réunion du 31 mai 2011	15 participants	Québec	66.00
Réunion du 13 septembre 2011	20 participants	Québec	78.85
TABLE D'ÉCHANGE ET DE PERFECTIONNEMENT DES JURISTES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE EN MATIÈRE D'ACCÈS À L'INFORMATION ET DE PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS			
Réunion du 15 septembre 2011	24 participants	Québec	82.30
Réunion du 9 février 2012	24 participants	Québec	110.38
PROJET DE RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION DE L'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS			
SECTEUR DE L'ÉDUCATION			
Réunion du 15 avril 2011	11 participants	Montréal	936.78
Réunion du 18 mai 2011	8 participants	Montréal	494.75
PROJET DE RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION DE L'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS			
SECTEUR MUNICIPAL			
Réunion du 12 avril 2011	4 participants	Montréal	234.32
Réunion du 13 avril 2011	3 participants	Québec	----
Réunion du 4 mai 2011	3 participants	Montréal	331.50
Réunion du 6 mai 2011	4 participants	Québec	----
Réunion du 1 ^{er} juin 2011	3 participants	Québec	18.92
Réunion du 5 octobre 2011	4 participants	Québec	----
TOTAL :			7 585.89

((((((()))

29. L'information financière ventilée pour chaque événement auquel a participé un membre du Secrétariat, au Québec et à l'extérieur, en indiquant le lieu, l'événement en question, les dates, les personnes présentes du Secrétariat et, le cas échéant, du cabinet ministériel en ventilant le montant : frais de déplacement, de repas, d'hébergement et de représentation (inscription ou autre).

Programme 06 - élément 01 = Réforme des institutions démocratiques
Programme 06 – élément 02 = Commission d'accès à l'information
Programme 06 – élément 03 = Accès à l'information

Budget de dépenses	2012-2013				2011-2012			
	Élément 01	Élément 02	Élément 03	Total	Élément 01	Élément 02	Élément 03	Total
			(000 \$)				(000 \$)	
Rémunération	733,7	4 537,3	375,9	5 646,9	733,7	4 627,3	375,9	5 736,9
Fonctionnement	95,1	1 174,5	55,0	1 324,6	149,3	1 186,9	55,0	1 391,2
Transfert	-	-	50,0	50,0	-	-	50,0	50,0
Total	828,8	5 711,8	480,9	(2)7 021,5	883,0	5 814,2	480,9	(2)7 178,1
Effectif total	10	67	7	84	9	68	7	84
Budget d'investissements	--		--		--		--	
Moins dépenses ne nécessitant pas de crédit		- 78,0		- 78,0		- 42,1		- 42,1
Plus immobilisations	--	+ 662,0	--	662,0	--	+ 662,0	--	662,0
		6 373,8		7 605,5		6 434,1		7 798,0
	10	67	7	84	9	68	7	84

Élément 01	Élément 02	Élément 03
<u>Autres ajustements</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Autres ajustements</u>
<u>Compression récurrente</u>	<u>Compression récurrente</u>	<u>Compression récurrente</u>
Autres dépenses : (54,2) k\$	Autres personnels : (90,0) k\$ Autres dépenses : (12,4) k\$	
Autres ajustements (SCT)	Autres ajustements (SCT)	
Départs à la retraite : 1 poste	Départs à la retraite : 1 poste	Départs à la retraite : -

((((((()))

30. Mandats qui ont été confiés au Directeur général des élections et/ou à la Commission de la représentation électorale.

AUCUN

((((((()))

31. Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles au Secrétariat tel que prescrit par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST PRÉSENTÉE AU NO 31 (PROGRAMME 06, ÉLÉMENT 01) DANS LES RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

((((((()))